



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 11 février 2014
(OR. en)**

**17518/13
ADD 1**

**PV/CONS 62
JAI 1130
COMIX 690**

PROJET DE PROCÈS-VERBAL

Objet: **3279^e session du Conseil de l'Union européenne (JUSTICE ET AFFAIRES
INTÉRIEURES) tenue à Bruxelles les 5 et 6 décembre 2013**

POINTS EN DÉLIBÉRATION PUBLIQUE¹

Page

DÉLIBÉRATIONS LÉGISLATIVES

POINTS "B" (doc. 17017/13)

AFFAIRES INTÉRIEURES

2. Divers 3

JUSTICE

12. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) [Première lecture] 4

13. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale [Première lecture] .. 4

14. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité [Première lecture]..... 5

15. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [Première lecture] 5

16. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un droit commun européen de la vente [Première lecture] 5

18. Divers 6

*

* *

¹ Délibérations sur les actes législatifs de l'Union (article 16, paragraphe 8, du TUE), autres délibérations ouvertes au public et débats publics (article 8 du règlement intérieur du Conseil)

DÉLIBÉRATIONS LÉGISLATIVES

(Délibération publique conformément à l'article 16, paragraphe 8, du traité sur l'Union européenne)

POINTS "B"

2. Divers

- **Informations communiquées par la présidence sur les propositions législatives en cours**
- **Cadre financier pluriannuel (affaires intérieures)**
 - a) **Fonds pour l'asile et la migration (proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds "Asile et migration") [Première lecture]**
 - b) **Fonds pour la sécurité intérieure (proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création, dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, de l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises) [Première lecture]**
 - c) **Fonds pour la sécurité intérieure (proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, l'instrument de soutien financier pour les frontières extérieures et les visas) [Première lecture]**
 - d) **Règlement horizontal (proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions générales applicables au Fonds "Asile et migration" et à l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises) [Première lecture]**

Le Conseil a reçu des informations sur les progrès réalisés en ce qui concerne les quatre dossiers relatifs au CFP (affaires intérieures) que la présidence espère finaliser avant ou vers la fin de l'année.

- **Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échange d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (Refonte) [Première lecture]**
- **Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe [Première lecture]**
- **Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier [Première lecture]**
- **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs (Europol) et abrogeant les décisions 2009/371/JAI et 2005/681/JAI [Première lecture]**
- **Derniers développements concernant le siège du CEPOL**

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence sur l'avancement des travaux relatifs aux propositions législatives susmentionnées.

**12. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données)
[Première lecture]**

- Éléments essentiels du mécanisme de guichet unique
17025/13 DATAPROTECT 185 JAI 1084 MI 1104 DRS 214 DAPIX 150
FREMP 200 COMIX 646 CODEC 2771

À la demande de la présidence, le service juridique du Conseil est intervenu pour expliquer les difficultés juridiques que pose le mécanisme de guichet unique proposé, du point de vue du droit à un recours effectif. La Commission a marqué son désaccord sur le raisonnement du service juridique du Conseil.

À la suite d'un long débat, il est apparu qu'aucune majorité ne se dégagait en faveur de la proposition visant à conférer certains pouvoirs exclusifs d'adopter des mesures correctrices à l'autorité de protection des données de l'établissement principal. Dès lors, la présidence a conclu qu'il existait des divergences d'opinion entre les États membres et que les travaux devraient se poursuivre au niveau technique, y compris en envisageant une coopération entre les autorités de contrôle et la possibilité de confier des pouvoirs juridiquement contraignants au comité européen de la protection des données.

**13. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale
[Première lecture]**

- Orientation générale
16991/13 JUSTCIV 291 CODEC 2756
+ ADD 1

Le Conseil:

- a) a approuvé le compromis global sur le projet d'orientation générale, qui figure dans le document 16991/13;
- b) a demandé que, sur cette base, les travaux sur les considérants encore en suspens soient menés à bonne fin au niveau technique dès que possible après la session du Conseil;
- c) a noté que le texte de compromis approuvé servirait de base aux contacts à venir avec le Parlement européen.

14. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité [Première lecture]

– Débat d'orientation

17304/13 JUSTCIV 298 EJUSTICE 109 CODEC 2826

Le Conseil:

- a) a constaté que bon nombre de lignes directrices figurant dans le texte de la présidence ont été jugées acceptables par la plupart des délégations. Toutefois, quelques délégations ont indiqué que certaines des lignes directrices proposées posaient problème;
- b) a demandé que les travaux se poursuivent au niveau technique en tenant compte des observations exprimées par les délégations.

15. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale [Première lecture]

– Orientation générale

16982/13 JUSTCIV 290 PI 176 CODEC 2754

+ ADD 1

Le Conseil:

- a) a approuvé le texte présenté par la présidence en tant qu'orientation générale du Conseil;
- b) a pris note de l'opposition de la délégation espagnole à la proposition de règlement.

16. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un droit commun européen de la vente [Première lecture]

– Informations communiquées par la présidence

Le Conseil a pris note d'un rapport présenté oralement par la présidence sur les travaux réalisés au cours du second semestre de 2013.

18. Divers

– Informations communiquées par la présidence sur les propositions législatives en cours

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la présidence concernant:

- l'initiative du Royaume de Belgique, de la République de Bulgarie, de la République d'Estonie, du Royaume d'Espagne, de la République d'Autriche, de la République de Slovénie et du Royaume de Suède en vue d'une directive du Parlement européen et du Conseil concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;
- la proposition de règlement du Conseil portant création du Parquet européen (EPPO) + EUROJUST;
- la proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil concernant le gel et la confiscation des produits du crime dans l'Union européenne;
- la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme "Droits, égalité et citoyenneté";
- la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme "Justice";
- la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux sanctions pénales applicables aux opérations d'initiés et aux manipulations de marché;
- la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012;
- la proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux;
- la proposition de règlement du Conseil relatif à la compétence, à la loi applicable, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.